



PREFECTURE REGION AQUITAINE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

N ° 8 - JANVIER 2014

SOMMAIRE

Administration territoriale de l'Aquitaine

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)

Arrêté N °2014027-0001 - Arrêté du 27 janvier 2014 portant décision d'agrément des communes de la Région Aquitaine situées en zone B2 au regard de l'arrêté du 29 avril 2009 relatif au classement des communes par zone éligible à différentes aides au logement	1
--	---



PREFECTURE REGION AQUITAINE

Arrêté n °2014027-0001

**signé par
Le Préfet de la Région Aquitaine**

le 27 Janvier 2014

**Administration territoriale de l'Aquitaine
Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)**

Arrêté du 27 janvier 2014 portant décision d'agrément des communes de la Région Aquitaine situées en zone B2 au regard de l'arrêté du 29 avril 2009 relatif au classement des communes par zone éligible à différentes aides au logement

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

Modernisation
et administration générale

ARRÊTÉ DU 27 JAN. 2014

**Portant décision d'agrément des communes de la région Aquitaine
situées en zone B2 au regard de l'arrêté du 29 avril 2009 relatif au
classement des communes par zone éligible à différentes aides au
logement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE,
PRÉFET DE LA GIRONDE,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE,**

Vu le Code Général des Impôts, notamment son article 199 novovicies,

Vu le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 261-15, L301-5-2, L 302-1, L 302-4-, L 364-1, R 304-1, R 331-17 à R 331-21, R 362-2 et R371-1-1,

Vu la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013, notamment son article 80 alinéa IV,

Vu le décret n° 2013-517 du 19 juin 2013 relatif à la réduction des plafonds de loyer et à l'agrément prévus respectivement au second alinéa du III et au deuxième alinéa du IV de l'article 199 novovicies du code général des impôts,

Vu l'arrêté du Préfet de la région Aquitaine du 1^{er} juillet 2013 portant décision d'agrément des communes situées en zone B2,

Considérant les demandes formelles d'agrément déposées par les communes listées à l'article 1^{er} du présent arrêté,

Considérant le caractère complet des dossiers de demande déposés,

Considérant l'avis du bureau du Comité Régional de l'Habitat émis en séance plénière du 19 novembre 2013 sur les demandes formelles d'agrément déposées par les communes listées à l'article 1^{er} du présent arrêté,

Considérant les résultats de la méthode d'analyse dans les communes classées en zone B2 au regard de l'arrêté du 29 avril 2009 relatif au classement des communes par zone éligible à différentes aides au logement, méthode établie par les services de l'État,

Sur proposition de la Secrétaire générale pour les affaires régionales d'Aquitaine,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les communes de :

Département de la Dordogne :

- Boulazac

Département des Pyrénées-Atlantiques :

- Gelos
- Jurançon

bénéficient du dispositif d'investissement locatif intermédiaire défini par l'article 80 de la loi de finances 2012-1509 du 29 décembre 2012 à compter du lendemain de la publication du présent arrêté et ce jusqu'à une nouvelle évolution législative relative aux aides à l'investissement locatif.

Article 2

Madame la Secrétaire générale pour les affaires régionales d'Aquitaine et Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine et du département de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 27 JAN. 2014

Le Préfet de Région,



Michel DELPUECH

Voies et délais de recours

Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Aquitaine, devant le tribunal administratif de Bordeaux (9 rue Tastet- 33 000 Bordeaux). Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de la région Aquitaine. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant un délai de deux mois valant décision implicite de rejet).